



Un an après « Charlie », les syndicats font bloc

Michel Noblecourt, Le Monde, 08.01.2016

Le 7 janvier 2015, au soir des attentats contre Charlie, les principaux dirigeants syndicaux s'étaient spontanément retrouvés place de la République, à Paris.

Il y avait même, un peu perdu, Thierry Lepaon qui, au moment même de la tuerie, avait démissionné de son poste de secrétaire général de la CGT.

Un an après, à l'initiative de Luca Visentini, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), Philippe Martinez (CGT), Laurent Berger (CFDT), Jean-Claude Mailly (FO), **Luc Bérille (UNSA)** et Joseph Thouvenel (CFTC) se sont réunis à la Bourse du travail, près de la République, pour affirmer en commun que « rien ne justifie le terrorisme ».

Tournant le dos à un buste de Jaurès, sagement alignés derrière des tables, une affiche proclamant la « Solidarité avec les salariés de Charlie Hebdo », ils ont disserté sur le « vivre-ensemble ».

« Paris est devenu le symbole des libertés et de la République attaquées », a affirmé M. Martinez – qui avait assisté, contrairement à ce que nous avons écrit dans ces colonnes, à l'hommage national aux victimes des attentats du 13 novembre – pour qui « on a besoin de réfléchir sur ce qui pousse des jeunes qui n'ont pas d'avenir à se laisser embarquer dans des actes condamnables ».

M. Berger en a appelé à la « vigilance citoyenne » afin de « garder l'équilibre entre les libertés et la sécurité ».

Pour M. Mailly, « on est sur le fil du rasoir entre les mesures sécuritaires et la préservation des libertés démocratiques ».

« Faire de la restriction des libertés, dans une situation exceptionnelle, une règle, a souligné M. Bérille, ce serait franchir un pas que nous ne sommes pas prêts à soutenir. »

À l'exception de la CFTC, les syndicats ont critiqué la déchéance de nationalité, « un risque de fracture » (Berger), une mesure qui va « stigmatiser des citoyens et générer du racisme » (Martinez).

Évoquant « les causes multiples » du terrorisme, M. Thouvenel a insisté sur le « drame du chômage ».

Louant « la fraternité, essentielle pour le vivre-ensemble », il a surpris son auditoire en se référant à la morale sociale chrétienne.

« Si nous sommes tous fils du même père, nous sommes tous frères », a lancé le vice-président de la CFTC faisant rire (sous cape) M. Martinez.

Peu après, M. Visentini invitait ses... « brothers and sisters » à porter au pied de la statue de la République une déclaration de la CES affichant sa « solidarité avec le peuple de France ».

Les syndicalistes ont déposé des lumignons et se sont recueillis aux sons d'un guitariste qui évoquait les attentats au Bataclan. □